

RÈGLEMENT SQ #2011-006
R.M. 010-2013
UTILISATION EXTÉRIEURE DE L'EAU DE L'AQUEDUC

Abrogeant et remplaçant tout règlement existant concernant le stationnement, les alarmes, l'utilisation d'eau public, les animaux, la sécurité paix et ordre, les nuisances et le colportage :

CONSIDÉRANT que le conseil juge nécessaire de se doter des services de la SQ pour certaines infractions dans la communauté;

CONSIDÉRANT que l'article 79 de la *Loi sur les compétences municipales, L.R.Q., c. C-47.1* accorde aux municipalités locales le pouvoir d'adopter des règlements régissant le stationnement, les alarmes, l'utilisation d'eau public, les animaux, la sécurité paix et ordre, les nuisances et le colportage ;

CONSIDÉRANT que la SQ a demandé que la municipalité adopte des règlements uniformisés afin de faciliter leur travail sur le territoire;

CONSIDÉRANT que suite à une longue période de réflexion sur les règlements proposés, les membres du conseil sont d'accord que la municipalité profiterai de l'adoption et de la collaboration des règlements de la SQ ;

CONSIDÉRANT qu'un avis de motion a été donné à une session antérieur de ce Conseil, soit le 3 juin 2013 à l'effet que les présents règlements seraient soumis pour adoption ;

PAR CONSÉQUENCE, IL EST RÉSOLU par la conseillère Carole Robert et **APPUYÉ** par la conseillère Amanda St-Jean que les présents règlements soient adoptées:

ARTICLE 1 Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2 "**AVIS PUBLIC**" Lorsqu'une pénurie d'eau a lieu ou est appréhendée, le conseil municipal peut par résolution, émettre un avis public interdisant pour une période déterminée, l'utilisation de l'eau de l'aqueduc public; ou fixant des modalités d'utilisation de cette eau, à des fins d'arrosage, de lavage d'automobile ou de remplissage de piscine.

Cet avis, à moins d'une mention spécifique, ne vise pas l'utilisation de l'eau par des agriculteurs aux fins de leur culture.

ARTICLE 3 "**UTILISATION PROHIBÉE**" Il est défendu d'utiliser l'eau potable à des fins d'arrosage, de lavage d'automobiles ou de remplissage de piscines lors de la période d'interdiction. Si des modalités d'utilisation de l'eau ont été prévues, l'utilisateur doit se conformer à ces modalités.

ARTICLE 4 "**DROIT D'INSPECTION**" Le conseil municipal autorise les officiers de la municipalité et les agents de la paix à visiter et à examiner entre **07h00 et 19h00**, ou au-delà de ces heures pour un motif raisonnable, toute propriété mobilière ou immobilière ainsi que l'extérieur ou l'intérieur de toute maison, bâtiment ou édifice quelconque, pour constater si les règlements y sont exécutés et ainsi tout propriétaire, locataire ou occupant de ces maison, bâtiment ou édifice, doit recevoir ces personnes et répondre à toutes questions qui leurs sont posées relativement à l'exécution de ce règlement.

DISPOSITION PÉNALE

ARTICLE 5 "**APPLICATION**" Le responsable de l'application du présent règlement est tout officier ou employé municipal nommé par le conseil.

Le conseil autorise aussi tous les agents de la paix de la Sûreté du Québec à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant et à donner des constats d'infraction pour toute contravention à l'une des dispositions du présent règlement.

ARTICLE 6 "**PÉNALITÉ**" **Quiconque** contrevient à l'une ou à l'autre des dispositions de ce

règlement commet une infraction.

Quiconque commet une première infraction est passible d'une amende d'au moins deux cents dollars (200.00\$) et d'au plus cinq cents dollars (500.00\$) s'il s'agit d'une personne physique, et d'au moins trois cents dollars (300.00\$) et d'au plus mille dollars (1,000.00\$) s'il s'agit d'une personne morale.

Quiconque commet une deuxième infraction à une même disposition dans une période de deux (2) ans de la première infraction est passible d'une amende d'au moins quatre cents dollars (400.00\$) et d'au plus mille dollars (1,000.00\$) s'il s'agit d'une personne physique, et d'au moins cinq cents dollars (500.00\$) et d'au plus mille cinq cents dollars (1,500.00\$) s'il s'agit d'une personne morale.

Quiconque commet toute infraction subséquente à une même disposition dans une période de deux (2) ans de la première infraction est passible d'une amende d'au moins cinq cents dollars (500.00\$) et d'au plus mille deux cent dollars (1,200.00\$) s'il s'agit d'une personne physique, et d'au moins mille dollars (1,000.00\$) et d'au plus deux mille dollars (2,000.00\$) s'il s'agit d'une personne morale.

ARTICLE 7 “**ABROGATION**” Le présent règlement remplace et abroge toute réglementation municipale antérieure incompatible avec les dispositions du présent règlement.

ARTICLE 8 “**ENTRÉE EN VIGUEUR**” Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

AVIS DE MOTION DONNÉ LE : 3 juin 2013

ADOPTÉ LE : 8 juillet 2013

RÉSOLUTION #130-07-2013

PUBLIÉ LE : 9 juillet 2013

ENTRÉE EN VIGUEUR LE : 9 juillet 2013

Morris O'Connor
Maire

Franceska Gnarowski
Directrice-Générale